



## **C P M E PARIS ILE DE FRANCE**

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2020**

**Groupe indépendant d'audit et de conseil**

105, av. Raymond Poincaré - CS 81691 - 75116 Paris Cedex 16  
Tél. +33 1 45 00 76 00 - Fax. +33 1 45 00 40 10  
T.V.A. FR 45 347 496 788

Membre de UHY International, réseau de  
cabinets indépendants d'audit et de conseil



[www.gva.fr](http://www.gva.fr) - [info@gva.fr](mailto:info@gva.fr)

GVA AUDIT SAS - Société par actions simplifiée de Commissariat aux  
Comptes inscrite à la Compagnie de Paris au capital de 50 000 €. Siret 347 496 788 00022 - NAF 6920 Z



Membre Indépendant  
du Groupement Différence

Certifié ISO 9001  
Version 2015



## **C P M E PARIS ILE DE FRANCE**

**Association régie par la Loi du 1<sup>er</sup> Juillet 1901**

**19 rue de l'Amiral d'Estaing  
75 116 PARIS**

---

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2020**

---

Aux adhérents de la CPME PARIS ILE DE FRANCE,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la CPME PARIS ILE DE FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Groupe indépendant d'audit et de conseil**

105, av. Raymond Poincaré - CS 81691 - 75116 Paris Cedex 16  
Tél. +33 1 45 00 76 00 - Fax. +33 1 45 00 40 10  
T.V.A. FR 45 347 496 788

Membre de UHY International, réseau de  
cabinets indépendants d'audit et de conseil 

#### **[www.gva.fr](http://www.gva.fr) - [info@gva.fr](mailto:info@gva.fr)**

GVA AUDIT SAS - Société par actions simplifiée de Commissariat aux  
Comptes inscrite à la Compagnie de Paris au capital de 50 000 €. Siret 347 496 788 00022 - NAF 6920 Z



Membre Indépendant  
du Groupement Différence

Certifié ISO 9001  
Version 2015

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

#### ***Changement de méthode comptable et contributions volontaires en nature***

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Comme mentionné ci-avant, la « changement de méthode comptable » de l'annexe expose le changement de méthode comptable résultant de l'application de la nouvelle réglementation comptable relative au règlement ANC 2018-06.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié la correcte application du changement de réglementation comptable et de la présentation qui en est faite dans l'annexe.

- La note de l'annexe des comptes annuels relative aux Contributions Volontaires en Nature précise l'évaluation faite par l'entité sur son périmètre régional. L'évaluation de ces contributions n'étant pas exhaustive, nos travaux n'ont pu porter que sur les données qui ont été recensées et transmises en vue de porter cette information dans l'annexe des comptes annuels

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues et au caractère raisonnable de ces estimations.

### ***Covid 19***

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir.

Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Président sur proposition du Trésorier.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

La date du présent rapport est celle de la fin des travaux de contrôle que nous avons mis en œuvre.

Paris, le 25 juin 2021

**Le Commissaire aux Comptes**

**GVA AUDIT**

COMPTES ANNUELS

2020

Période du 01/01/2020 au 31/12/2020

ETATS FINANCIERS


**Bilan Actif**

Bilan Actif	Du 01/01/2020 au 31/12/2020			Au 31/12/2019
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
<b>Actif immobilisé</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	37 541	32 641	4 900	8 106
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	300 000		300 000	300 000
Constructions	1 263 769	285 138	978 631	999 016
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	117 232	94 565	22 667	27 703
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	50		50	50
Prêts	94 926	26 500	68 426	92 174
Autres immobilisations financières	2 930		2 930	3 124
<b>TOTAL I</b>	<b>1 816 448</b>	<b>438 844</b>	<b>1 377 604</b>	<b>1 430 172</b>
Comptes de liaison	II			
<b>Actif circulant</b>				
Stocks et encours				
<b>Créances</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	21 233		21 233	47 703
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	336 794		336 794	651 932
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 405 924		1 405 924	1 017 954
Charges constatées d'avance	20 322		20 322	16 486
<b>TOTAL III</b>	<b>1 784 273</b>		<b>1 784 273</b>	<b>1 734 075</b>
Frais d'émission des emprunts	IV			
Primes de remboursement des obligations	V			
Écarts de conversion actif	VI			
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>3 600 721</b>	<b>438 844</b>	<b>3 161 878</b>	<b>3 164 247</b>




**Bilan Passif**

Bilan Passif	31/12/2020	31/12/2019
<b>Fonds propres</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	1 120 474	1 120 474
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
<b>Réserves</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	1 137 870	591 245
Autres réserves		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	401 483	546 625
<b>Situation nette</b>	<b>2 659 826</b>	<b>2 258 344</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions règlementées		
<b>TOTAL I</b>	<b>2 659 826</b>	<b>2 258 344</b>
Comptes de liaison	II	
<b>Fonds reportés et dédiés</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>TOTAL III</b>		
<b>Provisions</b>		
Provisions pour risques	84 000	341 994
Provisions pour charges	13 938	10 474
<b>TOTAL IV</b>	<b>97 938</b>	<b>352 468</b>
<b>Emprunts et dettes</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	303 559	428 466
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	89 808	113 782
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	10 746	11 189
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
<b>TOTAL V</b>	<b>404 113</b>	<b>553 436</b>
Écarts de conversion passif	VI	
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>3 161 878</b>	<b>3 164 247</b>



# Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2020	31/12/2019
<b>Produits d'exploitation</b>		
Cotisations	578 345	672 137
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	21 333	64 433
- dont parrainages	9 270	32 150
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	528 631	256 533
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	22 926	40 512
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	5 635	497 454
<b>TOTAL I</b>	<b>1 156 870</b>	<b>1 531 069</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	255 279	482 865
Aides financières	162 231	222 196
Impôts, taxes et versements assimilés	23 097	26 099
Salaires et traitements	348 974	359 199
Charges sociales	138 542	139 605
Dotations aux amortissements et dépréciations	34 530	23 874
Dotations aux provisions	3 464	3 408
Report en fonds dédiés		
Autres charges	34 378	16 762
<b>TOTAL II</b>	<b>1 000 496</b>	<b>1 274 009</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>156 375</b>	<b>257 060</b>
<b>Produits financiers</b>		
Produits financiers de participation		510 465
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 697	2 214
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	4 500	6 000
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III</b>	<b>6 197</b>	<b>518 679</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>		
<b>RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>6 197</b>	<b>518 679</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)</b>	<b>162 572</b>	<b>775 739</b>


**Compte de résultat (Suite)**

<b>Compte de résultat (Suite)</b>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	279 994	160 089
<b>TOTAL V</b>	<b>279 994</b>	<b>160 089</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	19 079	148 204
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	22 000	240 999
<b>TOTAL VI</b>	<b>41 079</b>	<b>389 204</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>238 915</b>	<b>-229 114</b>
Participation des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	4
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>1 443 062</b>	<b>2 209 837</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>1 041 579</b>	<b>1 663 212</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>401 483</b>	<b>546 625</b>

<b>Contributions volontaires en nature</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
<b>Charges des contributions volontaires en nature</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		

# COMPTES ANNUELS

2020

Période du 01/01/2020 au 31/12/2020

ANNEXE



## Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sociaux de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2020 dont le total du bilan avant répartition est de 3 161 878 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 401 483 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### Description

La CPME a pour objet :

- De promouvoir, défendre et représenter les intérêts économiques et moraux de ses adhérents en concertation avec ces derniers et de leur apporter tous renseignements, indications, consignes et directives relatifs à leurs intérêts
- Plus particulièrement, d'assurer en tant que telle (et/ou par ses membres - ou au nom de la CPME Nationale lorsque les textes le spécifient) l'ensemble des mandats représentatifs patronaux attribués aux TPE, PME ou aux PMI au titre de l'Industrie, du Commerce, des Prestataires de Services et de l'Artisanat, le tout dans le respect des dispositions de l'article 22 des Statuts nationaux
- De renseigner la CPME Nationale sur les événements, les aspirations, les nécessités, les impératifs et les contraintes des entreprises de la Région et des départements
- Dans le cadre des orientations politiques définies par la CPME Nationale, de promouvoir le dialogue et la concertation avec les représentants des autres organisations professionnelles et interprofessionnelles, les Pouvoirs Publics, les Elus et les responsables socio-économiques de la Région et des départements

Les missions réalisées par la CPME sont :

- L'accompagnement quotidien des artisans, TPE, PME pour les aider à mieux connaître les règles à respecter, les opportunités à saisir et leur permettre au travers de rencontres conviviales, tout à la fois de rompre l'isolement du chef d'entreprise et de renforcer leur réseau professionnel
- D'être le partenaire social au niveau territorial
- D'être l'interlocuteur naturel des pouvoirs publics sur toutes les problématiques concernant les entreprises, les chefs d'entreprises et leurs salariés, présents sur le département

Les moyens mis en œuvre par la CPME sont :

- Des moyens humains
  - 10 salariés sur la région
  - 351 mandataires pour défendre les adhérents auprès des instances
- Des moyens matériels
  - Des locaux pour accueillir les adhérents, les former et les faire se rencontrer dans chaque région
  - Des avocats, conseils et consultants qui accompagnent les élus et mandataires dans la protection et la sauvegarde des intérêts des entreprises

## Faits caractéristiques

La CPME constate que la crise sanitaire a un impact significatif sur son activité depuis le 1er janvier 2020, sans toutefois remettre en cause la continuité d'exploitation.

La CPME a eu recours à l'activité partielle pour une partie de son personnel.

## Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- |                                      |              |
|--------------------------------------|--------------|
| ● Logiciels                          | 1 à 3 ans,   |
| ● Constructions                      | 20 à 30 ans, |
| ● Agencements et aménagements        | 5 à 20 ans,  |
| ● Matériel de bureau et informatique | 3 à 10 ans,  |
| ● Mobilier                           | 4 à 10 ans.  |

## Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir :

- AGFPN Gestion des Mandats : 172 700 €
- AGFPN Promotion du Dialogue Social : 80 000 €
- Réforme comptable : 3 287 €
- Semaine du logement : 30 084 €
- Dev Emploi : 6 889 €
- Santé : 3 872 €

## Provision pour risques et charges

Les provisions pour risques concernent les litiges relatifs aux salariés. A la clôture de l'exercice, elles s'élèvent à 84 000 €.

## Engagements de départ à la retraite

L'indemnité de départ en retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 13 938 €. Cet engagement a été comptabilisé.

Les différents paramètres pour calculer cette indemnité sont les suivants :

- Taux d'actualisation : 0.34 %
- Taux de turnover : turnover faible
- Taux de charges sociales : 40%
- Age de départ volontaire à la retraite : 65 ans
- Table de taux de mortalité : INSEE 2019

## Contributions volontaires en nature

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 6 110 jours, répartie comme suit :

- Administration CPME : 402 jours
- Vie associative : 276 jours
- Mandats extérieurs : 5 432 jours

La CPME se trouve dans l'impossibilité de valoriser ces heures. Les bénévoles sont des chefs d'entreprises, l'application d'un taux horaire ne saurait être pertinente.



# Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	37 541		
<b>TOTAL</b>	<b>37 541</b>		
Terrains	300 000		
Constructions :	1 218 216		
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions	45 552		
Installations :	15 490		
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers			
Matériel :	95 837		5 904
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
<b>TOTAL</b>	<b>1 675 096</b>		<b>5 904</b>
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :	50		
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	126 298		
<b>TOTAL</b>	<b>126 348</b>		
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>1 838 985</b>		<b>5 904</b>

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Valeur d'origine des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			37 541	
<b>TOTAL</b>			<b>37 541</b>	
Terrains			300 000	
Constructions :			1 218 216	
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
- Gales, agencements et aménagements const.			45 552	
Installations :			15 490	
- Techniques, matériel et outillage				
- Gales, agencements et aménagements divers				
Matériel :			101 741	
- De transport				
- De bureau et informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>TOTAL</b>			<b>1 681 000</b>	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :			50	
- Participations				
- Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	28 442		97 856	
<b>TOTAL</b>	<b>28 442</b>		<b>97 906</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>28 442</b>		<b>1 816 448</b>	



## Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	29 435	3 206		32 641
<b>TOTAL</b>	<b>29 435</b>	<b>3 206</b>		<b>32 641</b>
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre	219 860	20 302		240 162
- Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	44 893	83		44 976
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers	11 504	1 195		12 699
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	72 121	9 745		81 866
Emballages récupérables et divers				
<b>TOTAL</b>	<b>348 378</b>	<b>31 324</b>		<b>379 703</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>377 813</b>	<b>34 530</b>		<b>412 344</b>

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
<b>TOTAL</b>							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
<b>TOTAL</b>							
Frais d'acq. de titres de particip.							
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>							
<b>DOTATIONS NON VENTILÉES</b>				<b>REPRISES NON VENTILÉES</b>			<b>TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ</b>

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				





## Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>Réglémentées</b>				
- Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL I</b>				
<b>Risques et charges</b>				
- Litiges	341 994	22 000	279 994	84 000
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations	10 474	3 464		13 938
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
<b>TOTAL II</b>	<b>352 468</b>	<b>25 464</b>	<b>279 994</b>	<b>97 938</b>

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>Dépréciations</b>				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières	31 000		4 500	26 500
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation				
<b>TOTAL III</b>	<b>31 000</b>		<b>4 500</b>	<b>26 500</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)</b>	<b>383 468</b>	<b>25 464</b>	<b>284 494</b>	<b>124 438</b>
- D'exploitation		3 464		
Dont dotations et reprises : - Financières			4 500	
- Exceptionnelles		22 000	279 994	



## Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
<b>De l'actif immobilisé</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	94 926		94 926
Autres immobilisations financières	2 930		2 930
<b>De l'actif circulant</b>			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	21 233	21 233	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	484	484	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	-864	-864	
Impôts sur les bénéfiques			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	296 832	296 832	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	40 343	40 343	
Charges constatées d'avance	20 322	20 322	
<b>TOTAL</b>	<b>476 205</b>	<b>378 349</b>	<b>97 856</b>

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	303 559	303 559		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	25 663	25 663		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	52 907	52 907		
Impôts sur les bénéfiques				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	11 238	11 238		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	10 746	10 746		
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL</b>	<b>404 113</b>	<b>404 113</b>		



## Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2020	31/12/2019
Produits : - D'exploitation - Financiers - Exceptionnels		
<b>TOTAL</b>		

Charges constatées d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2020	31/12/2019
Charges : - D'exploitation - Financières - Exceptionnelles	20 322	16 486
<b>TOTAL</b>	<b>20 322</b>	<b>16 486</b>

## Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2020	31/12/2019
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	245 742	367 875
Dettes fiscales et sociales	40 621	51 906
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
<b>TOTAL</b>	<b>286 363</b>	<b>419 781</b>

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2020	31/12/2019
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	8 520	9 700
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
<b>TOTAL</b>	<b>8 520</b>	<b>9 700</b>

 **Honoraires des commissaires aux comptes**

Type d'honoraires	Montant
Contrôle légal des comptes	13 918
Conseils et prestations de services	
<b>TOTAL</b>	<b>13 918</b>

 **Effectif moyen**

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	5	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	5	
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
<b>TOTAL</b>	<b>10</b>	



## Variation des fonds propres art.431-5

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	1 120 474				1 120 474
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	591 245	546 625			1 137 870
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	546 625	-546 625			401 483
<b>Situation nette</b>	<b>2 258 344</b>				<b>2 659 826</b>
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions règlementées					
<b>TOTAL</b>	<b>2 258 344</b>				<b>2 659 826</b>



## **C P M E PARIS ILE DE FRANCE**

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES COMBINES**

**Exercice clos le 31 décembre 2020**

**Groupe indépendant d'audit et de conseil**

105, av. Raymond Poincaré - CS 81691 - 75116 Paris Cedex 16  
Tél. +33 1 45 00 76 00 - Fax. +33 1 45 00 40 10  
T.V.A. FR 45 347 496 788

Membre de UHY International, réseau de  
cabinets indépendants d'audit et de conseil 

[www.gva.fr](http://www.gva.fr) - [info@gva.fr](mailto:info@gva.fr)

GVA AUDIT SAS - Société par actions simplifiée de Commissariat aux  
Comptes inscrite à la Compagnie de Paris au capital de 50 000 €.   
Siret 347 496 788 00022 - NAF 6920 Z



Membre Indépendant  
du Groupement Différence

Certifié ISO 9001  
Version 2015





## **C P M E PARIS ILE DE FRANCE**

**Association régie par la Loi du 1<sup>er</sup> Juillet 1901**

**19 rue l'Amiral d'Estaing  
75 116 PARIS**

---

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES COMBINES**

**Exercice clos le 31 décembre 2020**

---

Aux adhérents de la CPME PARIS ILE DE FRANCE,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes combinés de la CPME PARIS ILE DE FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes combinés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la combinaison.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes combinés » du présent rapport.

##### **Groupe indépendant d'audit et de conseil**

105, av. Raymond Poincaré - CS 81691 - 75116 Paris Cedex 16  
Tél. +33 1 45 00 76 00 - Fax. +33 1 45 00 40 10  
T.V.A. FR 45 347 496 788

Membre de UHY International, réseau de  
cabinets indépendants d'audit et de conseil



##### **[www.gva.fr](http://www.gva.fr) - [info@gva.fr](mailto:info@gva.fr)**

GVA AUDIT SAS - Société par actions simplifiée de Commissariat aux  
Comptes inscrite à la Compagnie de Paris au capital de 50 000 €. Siret 347 496 788 00022 - NAF 6920 Z



Membre Indépendant  
du Groupement Différence

Certifié ISO 9001  
Version 2015

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

#### ***Changement de méthode comptable et contributions volontaires en nature***

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- ✓ - Comme mentionné ci-avant, la « changement de méthode comptable » de l'annexe expose le changement de méthode comptable résultant de l'application de la nouvelle réglementation comptable relative au règlement ANC 2018-06.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié la correcte application du changement de réglementation comptable et de la présentation qui en est faite dans l'annexe.

- ✓ La note de l'annexe des comptes combinés relative aux Contributions Volontaires en Nature précise l'évaluation faite par l'entité sur son périmètre combiné. Les informations ainsi portées ne concernent que le bénévolat et les mises à disposition de personnes des entités du périmètre de combinaison. Conformément à la mention de l'annexe, toutes les entités du périmètre n'ont pas transmises de façon exhaustive leurs données à l'effet de présenter cette information combinée, en conséquence l'information communiquée n'est pas complète.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues et au caractère raisonnable de ces estimations.

### ***Covid 19***

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir.

Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### **Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport d'activité et financier du Président et du Trésorier**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport d'activité et financier du Président et du Trésorier.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes combinés.

#### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes combinés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes combinés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes combinés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes combinés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes combinés ont été arrêtés par votre Président sur proposition du Trésorier.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes combinés**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes combinés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes combinés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes combinés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes combinés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes combinés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes combinés et évalue si les comptes combinés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle;
- Concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de combinaison, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes combinés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes combinés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

La date du présent rapport est celle de la fin des travaux de contrôle que nous avons mis en œuvre

Paris, le 25 juin 2021

**Le Commissaire aux Comptes**

**GVA AUDIT**

# COMPTES COMBINES

2020

Période du 01/01/2020 au 31/12/2020

ETATS FINANCIERS


**Bilan Actif**

Bilan Actif	Du 01/01/2020 au 31/12/2020			Au 31/12/2019
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
<b>Actif immobilisé</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	51 871	45 339	6 532	14 000
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	300 000		300 000	300 000
Constructions	1 341 839	349 233	992 606	1 013 753
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	253 956	214 921	39 035	38 492
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées	3 734		3 734	3 734
Autres titres immobilisés	165		165	65
Prêts				59 765
Autres immobilisations financières	6 065		6 065	5 717
<b>TOTAL I</b>	<b>1 957 630</b>	<b>609 493</b>	<b>1 348 137</b>	<b>1 435 526</b>
Comptes de liaison II				
<b>Actif circulant</b>				
Stocks et encours				
<b>Créances</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	22 143		22 143	55 355
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	323 670		323 670	615 498
Valeurs mobilières de placement	6 979		6 979	28 765
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	2 092 506		2 092 506	1 642 774
Charges constatées d'avance	28 943		28 943	25 532
<b>TOTAL III</b>	<b>2 474 242</b>		<b>2 474 242</b>	<b>2 367 925</b>
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>4 431 872</b>	<b>609 493</b>	<b>3 822 379</b>	<b>3 803 451</b>


**Bilan Passif**

Bilan Passif	31/12/2020	31/12/2019
<b>Fonds propres</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	1 120 474	1 120 474
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
<b>Réserves</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles	407 545	361 965
Réserves pour projet de l'entité	1 314 435	1 304 760
Autres réserves		
Report à nouveau	82 095	147 176
Excédent ou déficit de l'exercice	383 413	41 363
<b>Situation nette</b>	<b>3 307 962</b>	<b>2 975 739</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions règlementées		
<b>TOTAL I</b>	<b>3 307 962</b>	<b>2 975 739</b>
Comptes de liaison	II	
<b>Fonds reportés et dédiés</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>TOTAL III</b>		
<b>Provisions</b>		
Provisions pour risques	99 147	357 141
Provisions pour charges	13 938	10 474
<b>TOTAL IV</b>	<b>113 085</b>	<b>367 615</b>
<b>Emprunts et dettes</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	193 343	252 775
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	156 941	182 743
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	4 505	4 938
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	46 542	19 640
<b>TOTAL V</b>	<b>401 331</b>	<b>460 097</b>
Écarts de conversion passif	VI	
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>3 822 379</b>	<b>3 803 451</b>





# Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2020	31/12/2019
<b>Produits d'exploitation</b>		
Cotisations	1 317 859	1 298 059
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	41 702	
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	55 235	145 986
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	572 559	264 092
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	22 006	68 000
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	6 654	569 873
<b>TOTAL I</b>	<b>2 016 015</b>	<b>2 346 008</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises	39 114	
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	746 134	1 072 643
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	32 215	35 402
Salaires et traitements	702 788	697 906
Charges sociales	262 954	254 735
Dotations aux amortissements et dépréciations	44 719	33 785
Dotations aux provisions	3 464	3 408
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	34 702	17 250
<b>TOTAL II</b>	<b>1 866 088</b>	<b>2 115 129</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>149 927</b>	<b>230 880</b>
<b>Produits financiers</b>		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	3 999	3 885
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	213	6 000
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III</b>	<b>4 211</b>	<b>9 885</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	1 222	438
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>	<b>1 222</b>	<b>438</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>2 990</b>	<b>9 447</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)</b>	<b>152 916</b>	<b>240 327</b>


**Compte de résultat (Suite)**

<b>Compte de résultat (Suite)</b>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion	4467	45414
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	279994	164119
<b>TOTAL V</b>	<b>284 461</b>	<b>209 533</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	31961	152351
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	22000	256146
<b>TOTAL VI</b>	<b>53 961</b>	<b>408 497</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>230 501</b>	<b>-198 964</b>
Participation des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	4
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>2 304 688</b>	<b>2 565 427</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>1 921 275</b>	<b>2 524 064</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>383 413</b>	<b>41 363</b>

<b>Contributions volontaires en nature</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
<b>Charges des contributions volontaires en nature</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		

# COMPTES COMBINES

2020

Période du 01/01/2020 au 31/12/2020

ANNEXE



## Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels combinés de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2020 dont le total du bilan avant répartition est de 3 822 379 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégagant un résultat de 383 413 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels combinés ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### Description

La CPME a pour objet :

- De promouvoir, défendre et représenter les intérêts économiques et moraux de ses adhérents en concertation avec ces derniers et de leur apporter tous renseignements, indications, consignes et directives relatifs à leurs intérêts
- Plus particulièrement, d'assurer en tant que telle (et/ou par ses membres - ou au nom de la CPME Nationale lorsque les textes le spécifient) l'ensemble des mandats représentatifs patronaux attribués aux TPE, PME ou aux PMI au titre de l'Industrie, du Commerce, des Prestataires de Services et de l'Artisanat, le tout dans le respect des dispositions de l'article 22 des Statuts nationaux
- De renseigner la CPME Nationale sur les événements, les aspirations, les nécessités, les impératifs et les contraintes des entreprises de la Région et des départements
- Dans le cadre des orientations politiques définies par la CPME Nationale, de promouvoir le dialogue et la concertation avec les représentants des autres organisations professionnelles et interprofessionnelles, les Pouvoirs Publics, les Elus et les responsables socio- économiques de la Région et des départements

Les missions réalisées par la CPME sont :

- L'accompagnement quotidien des artisans, TPE, PME pour les aider à mieux connaître les règles à respecter, les opportunités à saisir et leur permettre au travers de rencontres conviviales, tout à la fois de rompre l'isolement du chef d'entreprise et de renforcer leur réseau professionnel
- D'être le partenaire social au niveau territorial
- D'être l'interlocuteur naturel des pouvoirs publics sur toutes les problématiques concernant les entreprises, les chefs d'entreprises et leurs salariés, présents sur le département

Les moyens mis en œuvre par la CPME sont :

- Des moyens humains
  - 20 salariés sur la région
  - 712 mandataires pour défendre les adhérents auprès des instances
- Des moyens matériels
  - Des locaux pour accueillir les adhérents, les former et les faire se rencontrer dans chaque région
  - Des avocats, conseils et consultants qui accompagnent les élus et mandataires dans la protection et la sauvegarde des intérêts des entreprises

### Périmètre de combinaison

Les comptes ont été établis conformément au périmètre de combinaison défini par les conventions de combinaison signées en date du 15 février 2019.

La CPME Hauts de Seine a signé cette convention en date du 18 février 2021. Elle a donc été combinée pour la première fois sur cet exercice.

Ainsi, le périmètre de combinaison se compose de :

- CPME Paris Ile de France
- CPME 77
- CPME 78
- CPME 91
- CPME 92
- CPME 93
- CPME 94
- CPME 95

### Crise sanitaire

La CPME constate que la crise sanitaire a un impact significatif sur son activité depuis le 1er janvier 2020, sans toutefois remettre en cause la continuité d'exploitation.

La CPME a eu recours à l'activité partielle pour une partie de son personnel.

### Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- |                                      |              |
|--------------------------------------|--------------|
| ● Logiciels                          | 1 à 3 ans,   |
| ● Constructions                      | 20 à 30 ans, |
| ● Agencements et aménagements        | 5 à 20 ans,  |
| ● Mobilier de bureau et informatique | 3 à 10 ans,  |
| ● Mobilier                           | 4 à 10 ans.  |

### Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

#### Prêts accordés

Le prêt de 120 000 € avait été accordé en 2014 par la CPME Ile de France à la CPME Hauts de Seine sise 78 bis rue Velpeau 92160 ANTONY. Un remboursement a été reçu pour 17 148 € et des intérêts reçus pour 600 €.

Parallèlement, la CPME Hauts de Seine s'est vu accorder un prêt de 40 000 € en 2016. Un remboursement a été perçu pour 4 500 € et des intérêts provisionnés pour 2 065 €. Ce prêt fait l'objet d'une provision à hauteur de 100 % du montant restant à rembourser.

Le 25 février 2019, la CPME Paris Ile de France a accordé un prêt de 40 000 € à la CPME 77. Un remboursement a été perçu pour 6 600 € et des intérêts provisionnés pour 865 €.

Les fonds nécessaires à l'octroi de ces prêts ont été prélevés sur les fonds propres de la CPME Paris Ile de France.

#### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir :

- AGFPN Gestion des Mandats : 172 700 €
- AGFPN Promotion du Dialogue Social : 80 000 €
- Réforme comptable : 3 287 €
- Semaine du Logement : 30 084 €
- Dev Emploi : 6 889 €
- Santé : 3 872 €
- FSE Pack Recrutement : 4 681 €

### **Provision pour risques et charges**

Une provision pour risques concernant les litiges relatifs aux salariés et aux créances impayées. A la clôture de l'exercice, elles s'élèvent à 99 147 €.

Une provision pour charges concernant les indemnités de fin de carrière de la CPME Paris Ile de France. A la clôture de l'exercice, elles s'élèvent à 13 938 €.

### **Engagements de départ à la retraite**

Seule la provision pour les indemnités de départ à la retraite de la CPME Paris Ile de France a été comptabilisée en 2020.

La CPME 77 et la CPME 94 ont valorisé les indemnités de départ à la retraite mais ne les ont pas comptabilisées. Les autres départements n'ont rien communiqué à ce titre.

Le montant de la provision combinée pour l'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à :

- 13 938 € pour la CPME Paris Ile de France
- 11 000 € pour la CPME 77
- 6 728 € pour la CPME 94

### **Contributions volontaires en nature**

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 10 848 jours, répartie comme suit :

- Administration CPME : 2 098 jours
- Vie associative : 907 jours
- Mandats extérieurs : 7 843 jours

Ces montants n'intègrent pas les données de la CPME Hauts de Seine.

La CPME se trouve dans l'impossibilité de valoriser ces heures. Les bénévoles sont des chefs d'entreprise, l'application d'un taux horaire ne saurait être pertinente.



# Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	51 871		9 420
<b>TOTAL</b>	<b>51 871</b>		<b>9 420</b>
Terrains	300 000		
Constructions :	1 341 839		
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers	238 660		20 384
Matériel :			
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
<b>TOTAL</b>	<b>1 880 500</b>		<b>20 384</b>
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :	3 734		
- Participations			
- Titres immobilisés	65		100
Prêts et autres immobilisations financières	96 482		2 267
<b>TOTAL</b>	<b>100 281</b>		<b>2 367</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>2 032 651</b>		<b>32 172</b>

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Valeur d'origine des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles		9 420	51 871	
<b>TOTAL</b>		<b>9 420</b>	<b>51 871</b>	
Terrains			300 000	
Constructions :			1 341 839	
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
- Gales, agencements et aménagements const.				
Installations :				
- Techniques, matériel et outillage				
- Gales, agencements et aménagements divers		5 089	253 956	
Matériel :				
- De transport				
- De bureau et informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>TOTAL</b>		<b>5 089</b>	<b>1 895 795</b>	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :			3 734	
- Participations				
- Titres immobilisés			165	
Prêts et autres immobilisations financières		92 684	6 065	
<b>TOTAL</b>		<b>92 684</b>	<b>9 964</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>		<b>107 193</b>	<b>1 957 630</b>	



## Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles	37 870	16 889	9 420	45 339
<b>TOTAL</b>	<b>37 870</b>	<b>16 889</b>	<b>9 420</b>	<b>45 339</b>
Terrains Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui Installations générales, agencements et aménagements des constructions Installations techniques, matériel et outillage industriel Installations générales, agencements et aménagements divers Matériel de transport Matériel de bureau et informatique, mobilier Emballages récupérables et divers	328 087 200 169	21 147 19 842	5 089	349 233 214 921
<b>TOTAL</b>	<b>528 255</b>	<b>40 989</b>	<b>5 089</b>	<b>564 154</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>566 126</b>	<b>57 878</b>	<b>14 509</b>	<b>609 493</b>

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp. Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immo. incorp.							
<b>TOTAL</b>							
Terrains Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui Inst. gales, agenc. et aménag. des construc. Inst. tech. mat. et outil. indus. Inst. gales, agenc. et aménag. divers Matériel de transport Mat. de bureau et info. mob. Emballages récup. et divers							
<b>TOTAL</b>							
Frais d'acq. de titres de particip.							
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>							
<b>DOTATIONS NON VENTILÉES</b>				<b>REPRISES NON VENTILÉES</b>			<b>TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ</b>

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler Primes de remboursement des obligations				





## Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>Réglementées</b>				
- Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL I</b>				
<b>Risques et charges</b>				
- Litiges	357 141	22 000	279 994	99 147
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations	10 474	3 464		13 938
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
<b>TOTAL II</b>	<b>367 615</b>	<b>25 464</b>	<b>279 994</b>	<b>113 085</b>

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>Dépréciations</b>				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières	31 000		31 000	
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation	213		213	
<b>TOTAL III</b>	<b>31 213</b>		<b>31 213</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)</b>	<b>398 827</b>	<b>25 464</b>	<b>311 206</b>	<b>113 085</b>
- D'exploitation		3 464		
Dont dotations et reprises : - Financières			213	
- Exceptionnelles		22 000	279 994	



## Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
<b>De l'actif immobilisé</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	6 065		6 065
<b>De l'actif circulant</b>			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	22 143	22 143	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	484	484	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	-864	-864	
Impôts sur les bénéfiques			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	301 513	301 513	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	22 538	22 538	
Charges constatées d'avance	28 943	28 943	
<b>TOTAL</b>	<b>380 821</b>	<b>374 756</b>	<b>6 065</b>

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	193 343	193 343		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	55 186	55 186		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	89 530	89 530		
Impôts sur les bénéfiques				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	12 224	12 224		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	4 505	4 505		
Produits constatés d'avance	46 542	46 542		
<b>TOTAL</b>	<b>401 331</b>	<b>401 331</b>		



## Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2020	31/12/2019
Produits : - D'exploitation - Financiers - Exceptionnels	46 542	19 640
<b>TOTAL</b>	<b>46 542</b>	<b>19 640</b>

Charges constatées d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2020	31/12/2019
Charges : - D'exploitation - Financières - Exceptionnelles	28 943	25 532
<b>TOTAL</b>	<b>28 943</b>	<b>25 532</b>

## Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2020	31/12/2019
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	74 186	98 164
Dettes fiscales et sociales	79 407	90 294
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
<b>TOTAL</b>	<b>153 593</b>	<b>188 457</b>

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2020	31/12/2019
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	4 650	3 580
Autres créances	12 429	5 140
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
<b>TOTAL</b>	<b>17 079</b>	<b>8 720</b>

 **Effectif moyen**

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	8	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	12	
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
<b>TOTAL</b>	<b>20</b>	



## Variation des fonds propres art.431-5

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	1 120 474				1 120 474
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	1 666 726	41 363	13 891		1 721 980
Report à nouveau	147 176			65 081	82 095
Excédent ou déficit de l'exercice	41 363	-41 363			383 413
<b>Situation nette</b>	<b>2 975 739</b>		<b>13 891</b>	<b>65 081</b>	<b>3 307 962</b>
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions règlementées					
<b>TOTAL</b>	<b>2 975 739</b>		<b>13 891</b>	<b>65 081</b>	<b>3 307 962</b>